

Table des matières

Sommaire	7
----------------	---

Robert LAFORE

Introduction générale. L'État social face aux crises	11
I. <i>La politique de santé face à la Covid-19</i>	12
A. De la sidération au bricolage organisationnel	13
B. Le problème des modes d'intégration de la « crise » dans un système polyarchique et multiniveaux	15
II. <i>La protection sociale face à la Covid-19</i>	18
A. L'assurance maladie dans l'épreuve	18
B. L'assurance chômage et l'aide sociale comme protection économique de masse	19
III. <i>Démocratie et État de droit face à la Covid</i>	20
A. L'établissement d'un régime juridique d'exception : l'état d'urgence sanitaire	21
B. Les enseignements de l'état d'urgence sanitaire pour l'État de droit	22

Première partie

L'adaptation des normes de protection sociale

Introduction	29
---------------------------	----

Jean-Marie PONTIER

Les crises et le droit public	31
I. <i>La remise en question des règles habituelles par les crises</i>	33
A. Identification des crises	33
1. <i>La multiplicité des crises</i>	34
2. <i>La notion de crise</i>	38
B. Les crises sanitaires et le droit	41
1. <i>Des crises sanitaires à la crise de la Covid-19</i>	41
2. <i>Caractéristiques de la crise sanitaire de 2020</i>	47

II. <i>Le droit, instrument partiel de réponse aux crises</i>	51
A. <i>Le droit, un instrument pour répondre à une crise</i>	51
1. <i>L'ampleur des dispositions prises durant la crise</i>	52
2. <i>Les effets de la création de nouveaux instruments juridiques</i>	58
B. <i>Le droit, réponse partielle aux crises</i>	63
1. <i>L'interrogation sur la répartition des rôles entre les personnes publiques</i> ...	63
2. <i>Les interrogations sur les réponses apportées aux crises</i>	64

Hiroshi OTSU

Quelles adaptations du droit public japonais face aux crises?	67
I. <i>Une impasse politique avant les années 1990</i>	68
II. <i>La réforme politique et sa justification à travers la doctrine du droit constitutionnel</i>	69
III. <i>Un bilan assez décevant</i>	71
IV. <i>En guise de conclusion</i>	73

Samy BENZINA

L'état d'urgence en France : une réponse nécessaire aux crises ?	
Remarques sur l'inconséquence de la jurisprudence constitutionnelle ..	75
I. <i>La « déconstitutionnalisation » de circonstance de l'état d'urgence</i>	79
A. <i>Un état d'urgence transformé en simple régime législatif de conciliation des libertés et de l'ordre public</i>	80
B. <i>La nature mal dissimulée de l'état d'urgence</i>	82
II. <i>Une jurisprudence constitutionnelle banalisant les spécificités de l'état d'urgence</i>	85
A. <i>Une large habilitation législative favorisant la confusion entre droit commun et régime d'exception</i>	85
B. <i>Une large habilitation législative autorisant une multiplication des régimes d'exception</i>	88

Takeshi INOUE

L'état d'urgence au Japon : une réponse nécessaire aux crises?	93
I. <i>Exercice du pouvoir sans base légale : le problème du « vide juridique »</i>	94
A. <i>Demande de fermeture généralisée des écoles</i>	94
B. <i>Report des audiences judiciaires</i>	95
C. <i>Modification de la loi par le Gouvernement</i>	95
II. <i>État d'urgence sanitaire à la japonaise</i>	96
III. <i>Menaces par la pression des pairs : le port d'un masque est-il une obligation juridique?</i>	98

IV. Loi de 2012 sur les mesures spéciales contre la nouvelle grippe et autres pandémies révisée en 2021	99
A. Aspects matériels	99
B. Aspects procéduraux	101

Jean-Philippe LHERNOULD

L'Union européenne et l'action sociale à l'épreuve de la Covid-19	105
I. Les mesures économiques et sociales à destination des plus fragiles	107
A. L'action sociale territoriale : l'aide aux plus démunis et au retour à l'emploi des victimes économiques de la pandémie	107
B. L'action sociale ciblée	110
II. Les mesures sanitaires	112
III. Que disent les actions de l'Union européenne sur le « droit européen de l'action sociale » ?	115

Deuxième partie

L'adaptation des institutions sociales

Introduction	119
---------------------------	-----

Nathalie MARTIN-PAPINEAU

Le système français de protection sociale face à la crise	121
I. La crise comme moteur des adaptations d'un système mixte	124
A. Un système dual relié à la conjoncture économique et aux crises	124
B. Un système dual malmené par la crise économique	125
C. Le renforcement de la logique assistancielle et le « brouillage » de la partition assurance/assistance	126
II. Crise et transformation des représentations du système de protection sociale	128
A. Centralité de la norme financière et nouvelles représentations de la protection sociale	129
B. De nouvelles représentations portées par l'Europe	130
C. Des représentations durables, au-delà de la spécificité des crises	131
III. Crise et mouvements politiques autour de la transformation du système de protection sociale	133
A. Crise et transformation dans l'occupation des positions de pouvoir : la victoire pérenne des acteurs porteurs de la contrainte financière	134
B. Crise et fragilisation du pacte social	135
C. L'émergence d'une approche en termes d'investissement social	136

Virginie DONIER

Quels rôles pour les institutions sociales locales face aux crises?	141
I. Le « local », un niveau de gestion de crise?	142
A. L'expérience de la crise sanitaire	142
B. Le local face aux autres formes de crise	145
II. Les outils juridiques de la gestion de crise	148
A. Les outils classiques du droit administratif	148
B. Le principe de différenciation territoriale, un outil potentiel de gestion de crise?	150

Yojiro SHIBATA

Quels rôles des institutions sociales locales japonaises face aux crises?	153
I. Initiatives des collectivités locales dans l'assurance maladie pendant la crise . . .	154
A. Structure des assurances sociales japonaises et rôle des collectivités locales	154
B. Généralisation ne signifie pas uniformisation des prestations	155
C. Réponse des collectivités locales concernant l'indemnité journalière pendant la crise de la Covid-19	156
II. Activités des organisations privées afin de résoudre les problèmes d'isolement et intrafamiliaux	156
A. Isolement	156
1. Prévention des suicides	157
2. Famille monoparentale	158
3. Femmes enceintes	158
4. Enfants à besoins spécifiques	159
B. Maltraitance domestique : maltraitance des enfants, violence domestique . .	160
III. Conclusion	161
A. Réformes de l'assurance maladie pendant la crise de la Covid-19	161
B. Politiques pour lutter contre l'isolement et pour les problèmes intrafamiliaux pendant la crise de la Covid-19	162
C. Problème plus général	163

Takumaro KIMURA

Quelles adaptations des moyens des institutions sociales japonaises face aux crises?	165
I. Les finances de la sécurité sociale dans la crise budgétaire de l'État	165
A. La situation générale des finances publiques japonaises	165
1. Le régime financier japonais en comparaison de la France	166
2. La règle d'or budgétaire au niveau législatif et sa dérogation	166
3. La législation pour l'équilibre budgétaire et son échec	167
4. La programmation budgétaire de l'État	167

B. L'importance des finances de la sécurité sociale dans le budget de l'État qui est en crise	168
1. La situation générale des finances de la sécurité sociale	168
2. La réforme législative de 2023 relative à la sécurité sociale	169
II. Les rôles des institutions financières dans la politique de la sécurité sociale	170
A. L'intervention du ministère des Finances dans la politique de la sécurité sociale	170
1. Le défaut d'institution pour contrôler l'équilibre budgétaire de l'État	170
2. La pratique de l'intervention du ministère des Finances dans la politique de la sécurité sociale	171
3. Les propositions du comité consultatif sur la base de la loi de 2023	172
B. Le contrôle de la Cour des comptes sur les finances de la sécurité sociale	172
1. Le contrôle général de la Cour des comptes japonaise sur la sécurité sociale	172
2. Une tendance récente du contrôle de la Cour des comptes japonaise	173
III. Les moyens financiers contemporains relatifs à la politique de la sécurité sociale	175
A. Le système japonais des taxes à la consommation et au bénéfice de la sécurité sociale ?	175
B. Les comptes spéciaux du Trésor pour la sécurité sociale	176
1. La réforme générale des comptes spéciaux du Trésor	176
2. Les comptes spéciaux du Trésor créés pour la sécurité sociale	176
3. La particularité du régime de la sécurité sociale	177
C. Le système analytique des données concernant les finances de la sécurité sociale	178
1. La prévision financière des assurances sociales	178
2. La comptabilité d'exercice concernant l'assurance vieillesse	178

Loïc LEVOYER

Quelles adaptations des moyens des institutions sociales françaises face aux crises ?

I. L'adaptation des dépenses et des recettes des institutions sociales	182
A. L'augmentation immédiate des dépenses des institutions sociales	183
1. La mobilisation massive de l'État « social »	183
2. La mobilisation différenciée de la Sécurité sociale	184
3. Une mobilisation variable des collectivités locales	185
B. La compensation des pertes de recettes des institutions sociales	186
1. La diminution des cotisations sociales et recettes fiscales	186
2. L'intervention massive de l'État, garant de la soutenabilité financière des institutions sociales	189
II. L'adaptation des instruments juridiques financiers des institutions sociales .	191
A. L'adaptation relative du droit public financier	191
B. Le renforcement de la dynamique de contrôle financier des institutions sociales	194

Troisième partie

L'adaptation des politiques sociales

Introduction 199

Yumiko NAKANISHI

L'adaptation des politiques sociales en France et au Japon face aux crises climatiques 201

 I. *La crise climatique au Japon* 202

 II. *Les caractéristiques du Japon* 204

 A. La question de la diligence 204

 B. Le système d'échange de quotas d'émission 206

 III. *Les mesures d'atténuation du changement climatique* 207

 A. Les mesures d'atténuation du changement climatique au sein de l'UE ... 207

 B. Les mesures d'atténuation du changement climatique au Japon 208

 1. *La Convention-cadre des Nations unies et le Japon* 208

 2. *Le protocole de Kyoto et le Japon* 209

 3. *L'accord de Paris et le Japon* 209

 4. *La neutralité carbone à l'horizon 2050* 210

 IV. *L'adaptation au changement climatique au Japon* 211

 A. Remarques préliminaires 211

 B. Le développement de mesures pour l'adaptation aux changements climatiques au Japon 212

 C. La loi sur l'adaptation aux changements climatiques 213

 1. *Le contenu et les caractéristiques de la loi* 213

 2. *Responsabilités et efforts des personnes* 213

 3. *Évaluation et plan* 214

 4. *L'Institut national d'études environnementales et le Centre d'adaptation au changement climatique* 214

 5. *Centres régionaux d'adaptation au changement climatique* 215

 6. *Intégration* 215

 7. *Information et plate-forme d'information sur les changements climatiques* ... 216

 8. *Planification* 216

 9. *La coopération internationale* 219

 10. *Amendement de la loi sur l'adaptation aux changements climatiques* ... 220

 V. *Conclusion* 221

Karine MICHELET

L'adaptation des politiques sociales en France face à la crise démographique	223
I. <i>L'affirmation d'une démarche préventive au sein de la politique de soutien aux personnes âgées</i>	225
A. Un développement notable	226
B. La recherche de la mobilisation des acteurs	228
C. La recherche de la structuration des actions	229
II. <i>La prise en considération des aidants au sein de la politique de soutien aux personnes âgées</i>	231
A. La prise de conscience du rôle des aidants parmi les acteurs de l'aide aux personnes âgées	231
B. Une reconnaissance juridique des aidants	233
C. L'accès à des dispositifs de soutien pour les aidants	234
D. L'affirmation de droits propres aux aidants	236

Hitomi NAGANO

L'adaptation des politiques sociales au Japon face à la crise démographique	239
I. <i>Évolution de la population au Japon</i>	239
II. <i>Facteurs influençant le vieillissement de la population</i>	240
A. L'espérance de vie très élevée	240
B. La baisse du taux de natalité	241
C. Des familles moins nombreuses	241
C. Quatre systèmes touchés par le vieillissement de la population et par la baisse de la natalité	242
1. <i>Réforme des pensions de retraite</i>	242
2. <i>Réforme de l'assurance maladie</i>	245
3. <i>Création de l'assurance dépendance</i>	246
4. <i>Les aides pour les gardes d'enfants</i>	247
III. <i>Conclusion</i>	250
<i>Références</i>	251

Claire MAGORD

L'accès au(x) droit(s) des usagers des services publics sociaux au temps de la Covid-19	253
I. <i>L'accès au(x) droit(s) des usagers des SP sociaux reconfiguré par la Covid : l'usager dépassé</i>	256
A. Des réponses exceptionnelles formulées face aux situations d'urgence sociale	256
1. <i>Les aides en espèce</i>	256
2. <i>Les mesures matérielles</i>	257

B. De nouvelles modalités d'accès au(x) droit(s)	258
1. Transformation des interfaces d'accès aux droits	258
2. Modification de la temporalité des prestations : prolongation, maintien et forçage de droit	259
II. L'arrêt des accompagnements sociaux : l'usager abandonné	260
A. Éléments de contexte	260
1. Accompagnement et droit	260
2. L'accompagnement paralysé au temps de la Covid	262
B. La Covid-19 et les ruptures d'accompagnement des personnes en situation de grande vulnérabilité	263

Virginie DONIER

L'action sociale des collectivités territoriales à l'épreuve de la Covid-19 ..	267
I. État des lieux des mesures de crise	268
A. L'État-providence, un rôle d'amortisseur de la crise	268
B. L'action des collectivités territoriales pendant la crise	270
II. Les enseignements de la crise	272
A. Le département, un acteur conforté dans le champ du social	272
B. La crise sanitaire comme catalyseur des revendications locales	274

Amanda DUBUIS

L'adaptation des droits du patient à la crise sanitaire en France	277
I. La crise sanitaire, source d'aménagements des droits de la personne soignée ...	281
A. L'assouplissement des règles applicables à la relation de soins	281
B. Le durcissement des règles applicables à la relation de soins	284
II. La crise sanitaire, source de restriction du droit d'égal accès aux soins de santé	291
A. Les restrictions de l'accès aux soins en établissement de santé	291
B. Les restrictions de l'accès aux soins dispensés en ville	295

Hervé RIHAL

L'adaptation de la politique de lutte contre les exclusions à la crise sanitaire	303
I. Les demandeurs d'asile ou l'administration aux « abonnés absents »	304
II. L'enfermement des personnes vivant normalement à la rue	305
III. Les personnes en situation de précarité face au Covid-19	306

Loïc LEVOYER

Conclusion générale. Comment préserver la protection sociale pour les générations futures?	309
I. <i>Une exigence de responsabilité</i>	311
II. <i>Un devoir de solidarité</i>	315
Les auteurs	319